

IV.

DÉCROISSANCE, TRAVAIL ET EMPLOI



Si le nombre de ceux qui autoproduisent le yaourt croît de manière considérable (il n'en sera pas ainsi, car tout le système continuera à faire croire que c'est un progrès et une libération de temps d'aller l'acheter), la demande de yaourt produit industriellement diminuera. Par conséquent, les industries du secteur devraient réduire leurs préposés et leurs commandes de petits pots en plastique, de couvercles d'aluminium et de cartons imprimés pour leur emballage. Les entreprises qui fabriquent ces produits devraient à leur tour éclaircir le nombre de leurs travailleurs, et le nombre de camions qui convoient, partout en Italie, le yaourt, les petits pots en plastique, les couvercles d'aluminium et les cartons imprimés de leur emballage diminuerait aussi. Ce serait alors au tour des entreprises de logistique de licencier et de réduire les commandes de carburant pour le transport routier. L'excès de production s'étendrait aux raffineries qui seraient forcées de licencier et de diminuer les importations de pétrole. Il y aurait finalement une réduction de plastique, d'aluminium et de carton dans les déchets. Du coup, les entreprises qui les ramassent et/ou gèrent les décharges et les

incinérateurs verraient diminuer leurs profits et seraient forcées de redimensionner leurs effectifs. Mais les réductions d'emploi dérivant de la diminution de la demande de yaourt ne s'arrêteraient pas là parce que tous les chômeurs de ces secteurs, n'ayant plus de revenu monétaire, feraient diminuer la demande de toutes les autres marchandises, en initiant un processus de licenciement en chaîne. En admettant que l'autoproduction du yaourt puisse améliorer, de manière infinitésimale, la qualité de vie de celui qui la pratique, cette amélioration se produirait au prix d'une aggravation totale de la vie de tous les licenciés qui en dériveraient. Le rapport coût-bénéfice serait désastreux.

En apparence, il semble que ce raisonnement soit implacable. En réalité, si on l'analyse avec attention, on remarque qu'il repose sur la synthèse de trois présupposés, considérés comme tellement évidents qu'ils ne doivent plus être démontrés :

- l'identification du travail avec l'emploi, c'est-à-dire avec le travail salarié ;
- la conviction que la croissance économique fait croître l'emploi ;
- la conviction que la décroissance économique fait décroître l'emploi.

Ces trois présupposés exigent pourtant quelques réflexions.

Dans les statistiques économiques, la population est divisée en deux grandes catégories : les forces de travail et les non-forces de travail. Les forces de travail sont à leur tour subdivisées en deux sous-ensembles : les occupés, c'est-à-dire ceux qui exercent une activité en échange de revenus monétaires, et les chômeurs, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas

d'emploi, mais qui en cherchent un. Les non-forces de travail comprennent les catégories de personnes qui n'ont pas d'emploi et qui n'en cherchent pas, soit parce qu'ils ne sont pas encore, ou ne sont plus, en condition de le faire (les tranches d'âge de 0 à 15 ans ; les femmes de plus de 65 ans et les hommes de plus de 70 ans), soit parce qu'ils n'en ont pas besoin (rentiers), soit parce qu'ils choisissent de ne pas le faire (femmes au foyer).

Si une personne produit directement les fruits et les légumes avec lesquels elle nourrit sa famille, elle ne figure pas parmi les occupés parce que son travail n'est pas effectué en échange d'un revenu monétaire et n'engendre pas de revenu monétaire ; elle ne figure même pas parmi les chômeurs. Elle ne fait pas partie des forces de travail : elle *ne travaille pas*. Cela semble incroyable mais c'est ainsi. Celui qui produit des fruits et des légumes pour le marché, comme agriculteur, comme exploitant ou comme salarié agricole, c'est-à-dire qu'il exerce la même activité que celui qui produit pour lui-même, mais le fait en échange d'argent, est occupé et inséré dans les forces de travail. Les femmes au foyer, qui travaillent quotidiennement au moins le double d'heures par rapport à tout occupé, et même si leur travail a en moyenne une utilité plus grande, ne sont pas incluses dans les forces de travail car leur activité n'est pas exercée en échange d'argent et n'engendre donc pas de revenu monétaire. Elles *ne travaillent pas*. Quiconque exerce une activité non rémunérée, quelle que soit son utilité, n'est pas occupé et ne fait pas partie des forces de travail.

D'où viennent ces absurdités, ces non-sens auxquels on donne une valeur scientifique ? Du fait que les biens autoproduits et les services autogérés empêchent que leur place soit occupée par des produits et des services offerts

en échange d'argent. Ils entravent la croissance du produit intérieur brut. Chaque bien autoproduit et chaque service autogéré constitue une entrave, une alternative à une marchandise, raison pour laquelle un système fondé sur la croissance de la production de marchandises ne peut pas ne pas en réduire progressivement l'incidence et les dévaloriser culturellement, en utilisant tout l'appareil des moyens de communication de masse pour faire croire que le passage de l'autoproduction d'un bien à l'achat d'une marchandise constitue un progrès, depuis l'ironie sur l'étroitesse mentale de celui qui continue à se casser le dos pour produire des tomates qui peuvent commodément s'acheter au supermarché, jusqu'à la *damnatio nominis* (ndt : l'oubli forcé du nom) : les activités qui produisent des biens pour l'autoconsommation et les services autogérés ne sont pas insérés dans les statistiques économiques parce qu'ils *ne sont pas des travaux*. Et ce ne sont pas des travaux parce qu'ils ne produisent pas un revenu monétaire. Ils sont le résidu d'un monde archaïque, technologiquement arriéré, craignant les changements, conservateur voire réactionnaire, incapable d'apprécier les valeurs et les avantages de la modernité.

Pour réaliser des transferts en masse de la production de biens à la production de marchandises, véritables exodes bibliques de l'autosuffisance économique à la dépendance absolue au marché, aucun moyen n'a été négligé. Au début, on a eu recours à la violence. Dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle, la clôture des terrains agricoles et l'abolition des terres communes forcèrent les petits paysans à abandonner les campagnes et à déménager en ville, où la loi punissait la mendicité par la réclusion en usine-prison, raison pour laquelle ils étaient obligés de devenir ouvriers. Les luddites, qui s'opposaient à l'industrialisation, furent

punis non seulement par la répression armée, mais même par la *damnatio memoriae* (ndt : l'effacement de la mémoire collective). L'introduction de taxes dans les pays coloniaux fut utilisée pour obliger les natifs à abandonner la production de biens, qui ne fournissent pas l'argent nécessaire à les payer, et à les forcer à la production de marchandises, qui par contre donnent un revenu monétaire. En plus de détruire leur culture, cette imposition a détruit leurs milieux en réduisant la richesse biologique de la production agricole pour l'autoconsommation à la monoculture agro-industrielle. Sans jamais abandonner la violence et le contrôle répressif, des systèmes de persuasion de masse ont été ensuite développés – cinéma, radio, journaux, revues, publicité, télévision et télévision satellite – pour imposer comme valeurs positives et progressistes les règles de comportement fonctionnelles de la croissance économique : l'innovation, la modernité, la science et la technologie, la richesse monétaire, le consumérisme, l'identification du bien-être avec beaucoup d'avoirs même lorsqu'il engendre du malaise : les embouteillages de 200 kilomètres sur l'autoroute pour aller de la ville-travail où se produisent les marchandises à la ville-villégiature où se dépense en marchandises l'argent gagné à les produire, une folie collective qui fait croître le produit intérieur brut et rend heureux celui qui, à l'université, a étudié que les comptes doivent être précédés du signe plus.

C'est seulement si l'on retient que ce système économique, dans lequel l'humanité s'est insérée depuis un peu plus de deux siècles, est le meilleur des systèmes possibles, que l'emploi peut s'identifier au travail et qu'il devient une valeur absolue. Même les usines d'armements créent de l'emploi, mais si le travail est l'activité par laquelle l'espèce humaine

améliore ses conditions de vie, la production d'armements est une contradiction en soi. Même les usines de mines qui mutilent les enfants créent de l'emploi. Pourtant celui qui a étudié à l'université que les comptes doivent être précédés d'un signe *plus* soutient l'exportation d'armes et s'en réjouit même. Même la drogue crée de l'emploi : celui qui en tire un revenu peut accéder à la sphère des marchandises licites qui autrement lui serait interdite, et contribuer par ses achats à la croissance du produit intérieur brut. Mais, si non seulement il n'est pas une valeur absolue, *l'emploi n'épuise même pas le concept de travail*. Il n'est pas tout le travail possible, mais seulement la partie dédiée à la production de marchandises, qui acquiert un rôle totalisant seulement si on n'est plus capable de produire des biens et si la survie dépend de l'achat de marchandises. Si, au contraire, on valorise la dimension de l'autoproduction, plus on autoproduira des biens, moins il nous faudra acheter de marchandises et donc moins on aura besoin de revenu monétaire, même si l'on ne peut pas imaginer s'en passer totalement. Si une économie produisant exclusivement des marchandises (heureusement, même l'économie industrielle n'est pas dans ce cas) constitue une utopie négative, une économie qui se proposerait de produire exclusivement des biens serait aussi une utopie négative. Mieux vaut un peu, et un peu en doses variables, en fonction des circonstances historiques et environnementales.

La décroissance du produit intérieur brut dérivant du développement de l'autoproduction de biens peut entraîner une diminution de l'emploi, mais pas du travail, et compense cette diminution du revenu monétaire par une nécessité moindre d'acquérir des marchandises. La part de revenu monétaire dont on a besoin pour vivre est in-



versement proportionnelle à la quantité de biens que l'on autoproduit. Plus grande est la quantité de travail utilisée à la production de biens, moindre est la nécessité de travailler en échange d'un revenu monétaire. L'augmentation des biens autoproduits n'est pas seulement en mesure de pallier la réduction du pouvoir d'achat des marchandises mais – et c'est ce qui importe le plus – elle constitue aussi une amélioration qualitative que l'on ne pourrait obtenir autrement. Si l'autoproduction du yaourt s'étendait, les travailleurs du secteur laitier pourraient dédier la réduction du temps de travail salarié qui en découlerait à produire du pain, des végétaux qualitativement supérieurs à ceux qu'ils achètent, à dédier plus de temps à leurs enfants ou à leurs parents au lieu de les confier à des inconnus contre paiement, à inventer un rapport de couple plus beau, à développer ensemble leur savoir (approfondir l'Histoire de l'art, écouter de la musique, lire la *Divine Comédie*) et leurs savoir-faire (la restauration de mobiliers, les réparations, l'entretien), à passer leur temps libre de manière moins coûteuse, plus saine et créative que les queues de deux-cents kilomètres sur l'autoroute.

Toutefois, la décroissance n'entraîne pas nécessairement une réduction d'emploi<sup>1</sup>. Au contraire, si elle est bien guidée politiquement (Elemire Zolla parlait de « récession bien tempérée ») dans cette phase historique, elle constitue *l'unique modalité pour augmenter l'emploi dans les pays industrialisés*. Avant de voir comment ceci est possible, il faut encore vérifier si, comme on le croit généralement et ainsi que le répètent obsessivement les politiciens, les économistes, les industriels, les syndicalistes et les journalistes, la croissance économique est indispensable pour faire croître l'emploi. Les données de l'ISTAT (ndt : Istituto nazionale di statistica, l'Institut national de statistique italien) le démentent. De

1960 à 1998 en Italie, le produit intérieur brut à prix constants a plus que triplé, passant de 423 828 à 1 416 055 milliards de lires (valeur aux prix de 1990), la population a crû de 48 967 000 à 57 040 000 habitants, soit un accroissement de 16,5 %, mais le nombre d'occupés est resté constant autour des 20 millions (ils étaient 20 330 000 en 1960 et 20 435 000 en 1998). Une croissance aussi considérable non seulement n'a pas fait croître l'emploi en valeurs absolues, mais elle l'a fait diminuer en pourcentage, de 41,5 % à 35,8 % de la population. Elle s'est limitée à le redistribuer entre les trois secteurs productifs, en le déplaçant d'abord de l'agriculture vers l'industrie et les services, puis, à partir des années 1970, aussi de l'industrie vers les services.

Si la croissance du produit intérieur brut ne crée pas d'emploi, à plus forte raison pourrait-on penser que la décroissance n'en crée pas non plus. On tient d'ailleurs pour acquis que la décroissance en cause inévitablement une diminution. Si produire plus de marchandises n'a pas demandé plus d'occupés, en produire moins n'en demandera que moins. Mais est-ce vrai ? Si on respectait la réglementation en vigueur (loi 10 de 1991), en Italie, le chauffage des bâtiments absorberait 140 kW au mètre carré par an. En réalité, on en consomme beaucoup plus. En Allemagne, où il fait plus froid, il est interdit de dépasser les 70 kW au mètre carré par an. La même valeur a été imposée par la Province de Bolzano. En Allemagne et dans la province de Bolzano, il y a des entrepreneurs du bâtiment, des professionnels et des techniciens qui construisent des bâtiments avec des consommations énergétiques moindres. Les plus efficaces maintiennent une température intérieure de 20 degrés avec une consommation inférieure à 15 kW au mètre carré par an. Un dixième des limites maximales prévues par la loi

italienne. Si on plaçait au coeur de la politique économique nationale la restructuration des bâtiments existants pour réduire leurs consommations énergétiques aux standards en vigueur en Allemagne, on épargnerait de la moitié aux deux tiers des ressources fossiles actuellement utilisées pour le chauffage, ce qui représente environ un tiers de toutes les importations. Ce choix ferait diminuer d'environ 20 % les consommations globales de ressources fossiles, à parité de confort thermique. La rénovation des bâtiments entraînerait ainsi une forte réduction de la consommation d'une marchandise qui pèse très lourdement sur la balance commerciale, et par conséquent une réduction significative du produit intérieur brut, mais aussi une forte croissance de l'emploi dans les secteurs technologiques qui augmentent l'efficacité énergétique de l'industrie du bâtiment. Cette décroissance créerait un nombre d'emplois qu'on ne pourrait atteindre autrement, et d'autant plus d'emplois qu'elle est importante. En pratique, c'est un gigantesque transfert d'argent qui serait activé, de l'achat de ressources fossiles vers le paiement de revenus monétaires de travaux qui diminuent les émissions altérant le climat et qui améliorent la qualité de l'air. Outre le fait d'être quantitativement considérable, cette création d'emplois aurait même d'extraordinaires connotations qualitatives, bien différentes de celles de l'exportation d'armements. Des perspectives analogues peuvent être ouvertes par toutes les innovations technologiques qui n'ont pas pour but d'augmenter la productivité, mais de réduire la consommation de ressources, la pollution et les déchets à parité de production. Le recyclage des déchets permet d'obtenir des matières premières secondaires et d'épargner des ressources, donc de réduire les coûts. Si on consomme moins de matières premières et si l'on dépense moins, le

produit intérieur brut décroît, mais pour tirer des ressources substitutives des déchets, il faut de nouveaux professionnels et davantage d'emplois qui transforment en revenus monétaires les économies qu'il permet d'obtenir. La réduction de la pollution environnementale fait épargner les coûts d'assainissement, donc elle entraîne une décroissance, mais elle réclame de nouvelles technologies et de nouveaux professionnels pour mettre au point des processus productifs qui, pour être moins polluants, doivent être plus développés technologiquement. Même dans ce cas, l'emploi contiendrait des connotations qualitatives et absolument opposées à l'exportation d'armements.

La micro-cogénération en elle-même mérite qu'on s'y attarde, parce qu'elle additionne les deux aspects de la décroissance : la sobriété, en ce sens qu'elle entraîne une réduction des consommations à travers la récupération des gaspillages, et l'autoproduction d'énergie pour l'autoconsommation, une *autoproduction innovatrice*. Autrement dit, celle-ci ne consiste pas dans la récupération des potentialités d'avenir inhérentes aux technologies du passé hâtivement abandonnées (comme l'autoproduction agricole) pour obéir aux impératifs de la croissance, mais dans l'application de cette logique économique préindustrielle à une technologie plus avancée que celle actuellement en usage dans les grandes installations. Les mêmes considérations valent pour toutes les énergies renouvelables qui, pour exprimer au mieux leur efficacité et pour réduire au minimum leur impact environnemental, doivent être de petite taille et construites afin de permettre l'autoproduction pour l'autoconsommation. Une centrale photovoltaïque recouvre de matériaux inorganiques d'énormes superficies en y empêchant le déroulement de la photosynthèse chlorophyllienne, manière dont l'écosystème

terrestre absorbe le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et le transforme en énergie. Une installation photovoltaïque sur le toit d'une maison occupe une superficie déjà recouverte de matériaux inorganiques et ne cause pas d'impacts environnementaux supplémentaires. L'énergie produite par une centrale doit être transportée sur de longues distances et une partie se disperse le long des fils de transmission. L'énergie autoproduite s'utilise sur le lieu où elle se produit et ne doit pas être transportée. Cela dit, la mise en évidence de ce modèle de micro-cogénération permet avant tout de tenir un discours sur ce qui est immédiatement réalisable et non futuriste, et en second lieu d'effectuer une comparaison avec l'industrie automobile dont elle est la fille répudiée, mais pas illégitime.

Un micro-cogénérateur est composé d'un moteur de voiture, d'un alternateur et de quelques échangeurs de chaleur insérés dans une boîte de métal insonorisée. Le moteur de voiture fait tourner l'alternateur, qui produit de l'énergie électrique. Pendant qu'il effectue ce travail, dans lequel l'énergie chimique du combustible se transforme en énergie mécanique avec un rendement d'environ 25 %, le moteur développe en même temps de l'énergie thermique avec un rendement d'environ 70 %. Avec une partie de cette énergie thermique, celle du radiateur, en hiver on réchauffe l'habitacle de l'auto. Outre la chaleur du radiateur, les échangeurs des micro-cogénérateurs utilisent aussi l'énergie thermique des gaz d'échappement (environ 700 degrés) et du carter pour réchauffer l'eau des radiateurs et des sanitaires. Si leurs pouvoirs thermiques sont tarés sur les besoins en chaleur, l'énergie électrique qu'ils produisent est nettement supérieure à leur propre besoin d'utilisation. C'est pourquoi elle peut être cédée en grande partie au réseau. Pour produire la même énergie électrique en centrale et la même

énergie thermique dans une chaudière, il faudrait le double de combustible. Chaque micro-cogénérateur réduit donc de moitié la consommation de ressources fossiles à service énergétique égal. Il engendre une décroissance. Toutefois, si l'on stimulait un programme national de remplacement des chaudières par des micro-cogénérateurs, combien d'emplois pourrait-on créer ? Dans ce cas-ci aussi, les salaires et les traitements s'obtiendraient par des économies sur l'importation de ressources fossiles. Mais il y a un autre élément à considérer : la technologie pour construire les micro-cogénérateurs est la même que celle de l'automobile. A la différence que la production automobile a plus que saturé le marché et que depuis plus d'une décennie elle réduit constamment le nombre de ses travailleurs. En outre, les voitures qui circulent contribuent à environ 30 % des émissions de CO<sub>2</sub>, des particules fines et de la pollution atmosphérique. Par contre, le marché des micro-cogénérateurs est à inventer totalement. Il y a une énorme potentialité d'expansion et l'emploi qui pourrait se créer dans ce secteur en reconvertissant la production d'une partie des sociétés automobiles, pourrait être à la fois significatif et de qualité, parce qu'il contribuerait à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et la pollution atmosphérique. Voulons-nous ôter de notre esprit ce mythe de la croissance ? Voulons-nous cesser de diaboliser la décroissance ?